Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 84 (1996)

Heft: 2

Artikel: Eva Ecoffey : "Loin de la réalité sociale"

Autor: Chaponnière, Martine / Ecoffey, Eva

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-280890

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Françoise Messant: *«Le problème, c'est la déréglementation»*

«Je pense qu'il ne faut pas accorder à ce Livre blanc plus d'importance qu'il n'en a vraiment» explique Françoise Messant, sociologue du travail à l'Université de Lausanne. *«Le problème est bien plus celui de la déréglementation qui est actuellement en train de gagner du terrain en Suisse que celui d'un ouvrage somme toute assez rétrograde. Les auteurs se croient visionnaires, mais leur opuscule me fait penser aux années 1850-1860, à cette «poussée de barbarie» comme l'a appelée l'historien Lewis Mumford. C'était l'époque où on prenait la main-d'œuvre qui vous convenait pour la jeter après usage, à tel point que certaines entreprises avaient dû prendre des mesures un peu paternalistes pour éviter que le tissu social ne soit complètement désintégré et qu'on assiste à des poussées révolutionnaires.*

Avec ce livre, j'ai un peu la même impression. C'est une vision à court terme qui manque d'intelligence. Quand le tissu social est atteint, aujourd'hui comme hier, c'est mauvais pour tout le monde, patrons inclus. Bon nombre d'entre eux, d'ailleurs, l'ont compris, ne souhaitant nullement une déréglementation à outrance, mais une déréglementation ciblée.

Prenez l'exemple de la compensation du travail de nuit, ou, plutôt, de la proposition du Livre blanc de supprimer toute compensation du travail de nuit, fût-ce seulement en temps. Même le Conseil fédéral ne va pas jusque là dans le projet de loi sur le travail actuellement discuté dans les Chambres, car il a bien compris les risques de rupture de la cohésion sociale que représenterait cette hyper-flexibilité. En outre, la volonté de régler tous les problèmes par des négociations contractuelles au cas par cas, sans cadre réglementaire protégeant certains acquis sociaux m'apparaît non seulement socialement douteuse, mais économiquement peu viable. Un patronat éclairé doit pouvoir disposer d'une main d'œuvre sur laquelle il peut faire quelques prévisions, savoir comment elle va se comporter dans telle ou telle négociation. L'organisation syndicale est un des moyens de savoir sur quoi tabler. Un marché absolument libre n'est pas ce que souhaitent les patrons. Mais le Livre blanc, en poussant les choses à l'extrême, minimise l'ampleur de la déréglementation actuellement mise en œuvre et, ce faisant, il en facilite la réalisation.»

Propos recueillis par Martine Chaponnière

Chantal Balet: *«Les femmes ont l'habitude de se prendre en charge»*

Interview de Chantal Balet, secrétaire romande de la SDES (Société pour le Développement de l'Economie suisse).

F.S. - Qu'est-ce qui vous est apparu comme le message le plus important du Livre blanc en ce qui concerne les femmes suisses?

Ch. B. - Ce livre a l'avantage de démontrer que l'économie est de plus en plus imbriquée d'un pays à l'autre et que la Suisse se trouve à un carrefour et doit faire des choix urgents. Pour les femmes, il est évident que leurs revendications sociales se font dans une situation qui est très différente de celle d'il y a dix ans. L'augmentation de la productivité doit être dirigée vers la compétitivité dans ce contexte. Il ne s'agit plus de redistribution.

La globalisation de l'économie aurait un effet négatif selon le Livre blanc?

Pour les femmes, cette situation nouvelle est une chance. Elles disposent de plus de souplesse, d'un bon sens de l'organisation, de facultés d'adaptation. Elles doivent pouvoir bénéficier de ces atouts et les faire valoir. Mais il ne faut pas se leurrer: dans un monde plus précaire, les femmes peuvent avoir aussi à souffrir.

Le Livre blanc propose de nombreuses privatisations. Quel effet sur les femmes?

Dans la proposition d'une assurance privée, ce qu'il faut retenir, c'est qu'elle soutend une plus grande responsabilisation de l'individu. Plus d'Etat-providence, il est en faillite... Et là encore les femmes ont des qualités à faire valoir. Elles ont l'habitude de se prendre en charge. Elles sont mieux armées face aux nouvelles formes de travail.

Les universités devraient se privatiser aussi, qu'en pensez-vous?

Cela est déjà en partie concrétisé et les grandes écoles se réorientent vers la vie civile. Là aussi, plus de souplesse doit être favorable aux femmes.

Vous voyez dans les changements proposés par le Livre blanc des aspects positifs.

Toute énergie mise à freiner le changement est peine perdue. La Suisse est prise dans un mouvement de développement mondial, face à la concurrence des pays de l'Asie du Sud-est. Le Livre blanc montre bien qu'il est urgent d'agir. Par exemple d'harmoniser notre système d'imposition avec celui des pays voisins, de diminuer les subventions étatiques... Il est urgent de remettre les coûts en perspective avec les prestations. Quant aux femmes, on peut les soutenir par des mesures incitatives.

Odile Gordon-Lennox

Eva Ecoffey: *«Loin de la réalité sociale»*

«Voilà ce que c'est que de laisser l'économie entre les mains des hommes!» s'exclame Eva Ecoffey, secrétaire syndicale à la FTMH. *«Je suis effrayée par l'incompétence sociale de ces hommes, on a l'impression qu'ils ne connaissent pas vraiment la vie réelle des gens. Savent-ils seulement quel est exactement le montant d'une rente AVS minimum, savent-ils tous quelle est la limite de revenu qui donne droit ou non aux prestations complémentaires?*

L'ennui, c'est que ce n'est pas anodin, ni un hasard, qu'aucune femme ne participe à

ce groupe. C'est vrai que c'est aussi un peu la faute des femmes. En tout cas, je pense que les femmes, même celles appartenant à ces milieux dits de «décideurs» dans l'économie, auraient été moins loin de la réalité sociale.
En ce qui concerne l'effet sur les femmes des mesures proposées par ce groupe, je pense qu'il pourrait se révéler dramatique. Dans un système où il n'y a plus de responsabilité collective et tout est laissé à la responsabilité individuelle, dans un système de dérégulation de la sécurité sociale en plus de la dérégulation salariale, les plus touchées seront les femmes. En effet, le fossé entre riches et pauvres s'agrandira et la catégorie des revenus les plus bas - les femmes - en pâtira d'abord. La première assurance à passer à la trappe serait sûrement l'assurance maternité. Déjà aujourd'hui, on entend dire que c'est un luxe... Même si les auteurs de ce rapport ont beaucoup de peine à véritablement étayer leurs propositions - sa publication peut quand même contribuer à installer un climat psychologique de désécurisation. Alors aller voter pour ce que certains appellent un luxe n'est pas évident. Enfin, si les gens sont renvoyés à leurs responsabilités individuelles, cela implique aussi un certain retour à l'accomplissement dans la famille de tâches aujourd'hui prises en charge par la société (personnes âgées, handicapés, etc.). Et qui, dans la famille, s'occuperait de ceux dont l'Etat ne s'occuperait plus? Les femmes, bien sur!»

Martine Chaponnière

Le cadeau du père Fouettard

Le Livre blanc sur l'économie, sorti de la hotte du père Fouettard, un jour de neige, a provoqué les giboulées attendues. Le jour choisi était celui de l'élection du Conseil fédéral. Une manière de secouer les esprits du nouveau Parlement afin d'éviter qu'ils ne s'assoupissent pour quatre ans. Le Livre blanc porte bien son nom. C'est une pâle copie des idées du libéralisme.
Fin de la politique sociale de l'arrosoir, responsable de la mouise financière. L'assurance vieillesse ne couvre que le minimum vital. Toute couverture supplémentaire doit passer par des assurances individuelles. Ces propositions sont à quelques nuances près celles de la Banque mondiale*. Celle-ci conteste l'efficacité des régimes publics de retraite puisque la diminution du nombre de salariés en âge de cotiser en compromet le modèle. La solution proposée: un régime à trois piliers, fondé sur une quasi-privatisation des régimes de retraite. Seul un pilier, le second serait sous gestion publique. Financé par l'impôt, il serait destiné uniquement aux personnes âgées à faibles revenus.
Réduire au minimum le secteur public et favoriser le privé. L'Angleterre, berceau du libéralisme économique, applique cette politique depuis quinze ans. Privatisation des réseaux de distribution d'eau, de gaz, d'électricité - une vente prévue pour l'été prochain fait grand bruit: celle de huit centrales nucléaires. Privatisation du système ferroviaire, sous-traitance au privé de la gestion d'établissements pénitentiaires. En novembre 1994 cependant, le gouvernement britannique a dû renoncer à son idée de vendre les services postaux. Les oppositions étaient trop vives. Les réformes n'ont pas amené les succès escomptés, et même les plus libéraux défendent de plus en plus l'esprit public.
Le libéralisme économique est né dans l'Angleterre du XVIIIe siècle. A l'époque, il était progressiste. A trop vouloir faire moderne dans le style de la pensée unique, on finit par faire de l'avant-garde, style XVIIIe siècle.

Simone Forster

**La crise du vieillissement: mesures destinées à protéger les personnes âgées et à promouvoir la croissance.* Banque mondiale, 1995.

Reisigträger (Oskar Glatz, 1872-1958) in: Ingeborg Weber-Kellermann: Frauenleben im 19. Jahrhundert, Editions C.H. Beck, Munich 1983.